

Asie du Sud-Est et Pacifique

Améliorer la connectivité régionale, réduire les inégalités et promouvoir la croissance par le développement de l'infrastructure économique et des ressources humaines



Myanmar : Cérémonie d'ouverture de la zone économique spéciale (ZES) de Thilawa. La JICA a fourni plusieurs formes d'aide à la ZES. Cela comprend des investissements dans l'une des entreprises qui exploitent la ZES, la construction d'infrastructures périphériques et le développement de la législation connexe, ainsi que la gestion des organismes administratifs et la prise en compte des considérations environnementales et sociales.

Problèmes régionaux

- En Asie du Sud-Est, la communauté de l'ANASE a été lancée en décembre 2015. Si une étape décisive a été franchie, il est nécessaire de continuer à développer les infrastructures dans la région. Il faut également faire face aux problèmes émergents liés au vieillissement de la société.
- Pour les pays insulaires du Pacifique, la vulnérabilité au changement climatique et aux problèmes environnementaux constitue le défi majeur.

Initiatives de l'exercice 2016

- Dans le cadre de son aide pour renforcer la connectivité physique, institutionnelle et entre les individus souhaitée par l'ANASE, la JICA travaille dans un large éventail de domaines, du développement des infrastructures physiques, notamment dans le corridor économique est-ouest et le corridor économique sud, au développement institutionnel, notamment pour la numérisation du système de dédouanement.
- La JICA a également mené une coopération pour répondre aux problèmes transfrontaliers tels que la réduction des risques de catastrophe, et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Future coopération

- Afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), la JICA encouragera une « croissance de qualité » par des « investissements dans des infrastructures de qualité », l'autonomisation des femmes et le développement des ressources humaines, notamment par des programmes de bourses.
- La JICA se concentrera sur la formulation et la mise en œuvre de programmes et projets conformément aux initiatives annoncées par le gouvernement japonais, notamment le Partenariat pour des infrastructures de qualité au sein de l'ANASE, l'initiative de coopération pour le développement des ressources humaines industrielles et les engagements pris lors de la huitième réunion des dirigeants des îles du Pacifique.

Asie du Sud-Est

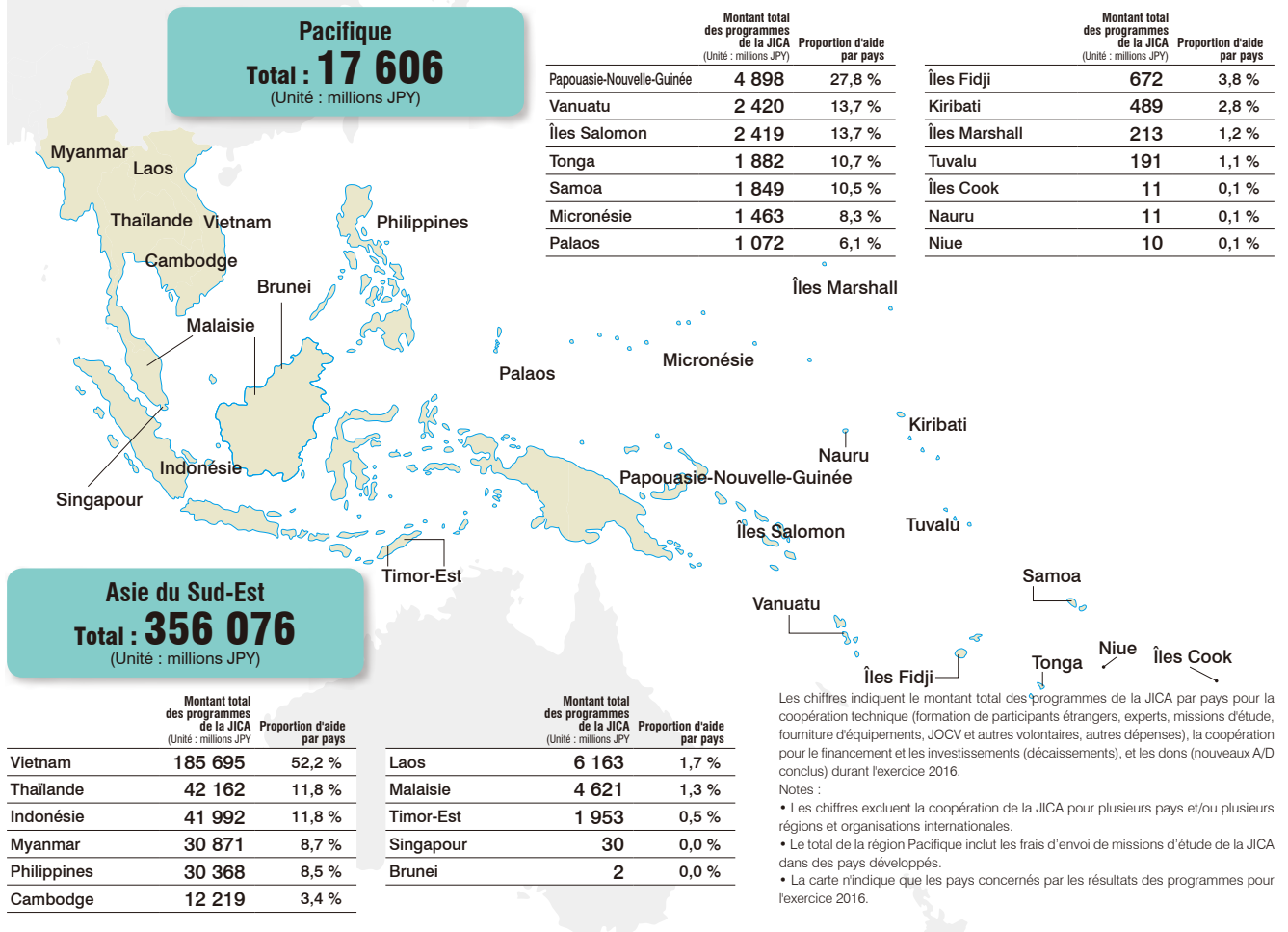
● Promouvoir les initiatives régionales

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un organisme intergouvernemental constitué de 10 des 11 pays d'Asie du Sud-Est (le Timor-Est est le seul pays à ne pas avoir rejoint l'ANASE), poursuit ses efforts visant à approfondir l'intégration régionale après le lancement de la communauté de l'ANASE en décembre 2015. Afin que les pays de l'ANASE puissent se développer et approfondir leur intégration, il sera nécessaire de renforcer la connectivité au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

Les pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) doivent encourager les industries à forte valeur ajoutée et former des ressources humaines qui soutiennent le développement industriel afin de maintenir la croissance en évitant le piège du revenu moyen.¹ Ces dernières années, les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) ont quant à eux développé leurs corridors économiques. Ces corridors sont le résultat de l'intégration de l'ANASE et ils permettent de libérer le potentiel de ces pays. Afin de continuer à réduire les écarts avec les pays fondateurs, ils devront parvenir à une forte croissance économique et améliorer la vie de leur population.

La JICA participe activement à un groupe de travail public-privé, constitué de ministères du gouvernement japonais et d'organisations

¹ Situation dans laquelle un pays en développement qui connaît une croissance rapide atteint un niveau de revenu intermédiaire et surmonte la pauvreté, mais perd sa compétitivité internationale pour l'exportation de produits manufacturés et sa dynamique de croissance, principalement à cause de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (exercice 2016)

du secteur privé, établi par le gouvernement japonais afin de renforcer la connectivité de l'ANASE. Conformément aux diverses politiques et aux plans de l'ANASE pour renforcer la connectivité dès le stade de la formulation à travers des dialogues avec l'organisation régionale, la JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures économiques et sociales, l'amélioration du climat de l'investissement et de l'environnement des affaires, ainsi que le développement de systèmes juridiques. De plus, la JICA soutient également les efforts de l'ANASE pour renforcer la connectivité parmi ses membres en coopérant avec les pays, particulièrement les nouveaux États membres, pour améliorer l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture et l'approvisionnement en eau en vue de réduire les écarts de développement aux plans régional et national. La JICA promeut également cette coopération sous forme de coopération Sud-Sud et triangulaire ou tripartite.

Au Timor-Est, la JICA assure une coopération pour la formulation d'un plan d'urbanisme complet, couvrant de multiples secteurs comme les transports et l'approvisionnement en eau, nécessaires pour une croissance économique durable.

● Promouvoir une « croissance de qualité »

La JICA encourage le développement d'infrastructures de qualité en appui à une croissance durable en Asie du Sud-Est en se basant sur une initiative japonaise baptisée « Partenariat pour des infrastructures de qualité : Investissements pour l'avenir de l'Asie » afin de répondre aux besoins croissants en matière de développement des infrastructures au sein de l'ANASE par la construction d'infrastructures de qualité, faciles à utiliser, durables, respectueuses de l'environnement, résilientes aux catastrophes et

rentables à long terme. Les infrastructures de qualité contribuent aussi significativement à l'amélioration de la vie des populations par le renforcement de la connectivité entre les pays membres de l'ANASE, la création d'emplois et l'amélioration des compétences de la population locale, ainsi que par un meilleur accès aux services sociaux.

La JICA adopte une approche inclusive du développement des infrastructures en mobilisant un large éventail de ressources financières, notamment du secteur privé et des institutions de financement du développement, ainsi qu'en renforçant les partenariats avec les organisations internationales et les entreprises privées. La JICA prend également en compte les coûts du cycle de vie et l'impact sur les aspects environnementaux et sociaux en soutenant de diverses manières le développement des ressources humaines, notamment industrielles, l'autonomisation des femmes ainsi que la formation et la mise en réseau d'individus et de groupes favorables au Japon. La JICA veille également à accélérer la phase de formulation des projets.

● Réaliser une société pacifique et sûre

L'aide bilatérale de la JICA dans ce domaine se concentre sur le renforcement de la gouvernance et l'aide au processus de démocratisation. Cela se traduit notamment par une aide aux minorités ethniques au Myanmar et la prévention du trafic d'êtres humains au Vietnam. La JICA s'attaque également aux problèmes régionaux, en déployant une aide pour l'établissement de cadres juridiques et judiciaires et en renforçant les capacités de sécurité maritime [→ voir l'étude de cas, page 62].

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

Le PIB réel de l'Indonésie s'est à nouveau relevé en 2016, enregistrant une croissance de 5 % après une stagnation due au ralentissement de l'économie chinoise et au faible du prix des ressources. La croissance devrait rester forte à moyen terme grâce à l'exécution régulière des dépenses publiques et à la promotion des politiques économiques. Pour maintenir une croissance économique stable en Indonésie, il est nécessaire d'améliorer le climat de l'investissement et de réduire les disparités régionales en promouvant le développement d'infrastructures en appui aux activités économiques ainsi que le développement de ressources humaines possédant des compétences et des connaissances avancées.

La JICA soutient également le développement des infrastructures en faisant appel aux connaissances et au savoir-faire du secteur privé. Le premier projet de métro du pays à Jakarta qui vise à réduire

les embouteillages dans la zone métropolitaine, et le développement de l'énergie géothermique, domaine où le Japon dispose d'avantages technologiques considérables, en sont des exemples concrets.

En outre, la JICA accorde une aide à la protection côtière et à l'entretien des installations et du matériel d'irrigation. L'Indonésie souffre également régulièrement de catastrophes naturelles et, en se basant sur l'expérience du Japon qui subit les mêmes problèmes, la JICA apporte une aide pour la réduction des risques de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique en renforçant la connectivité régionale, en encourageant le développement régional, en réduisant les disparités régionales, et en renforçant le système de sécurité sociale.

● Philippines

En 2016, l'économie philippine a poursuivi sa croissance stable avec une augmentation du PIB de 6,8 %. Les Philippines doivent cependant faire face à un certain nombre de défis pour se développer de manière durable, notamment le manque d'investissements dans les infrastructures, la menace des catastrophes naturelles et l'aboutissement difficile du processus de paix à Mindanao.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : (1) une croissance économique durable par la promotion des investissements ; (2) la lutte contre les vulnérabilités du pays ; et (3) le soutien au processus de paix dans les zones de conflit à Mindanao. En particulier, la JICA soutient le développement d'infrastructures de transport telles que les voies ferrées et les routes afin de faire face aux embouteillages, entre autres problèmes urbains. En ce qui concerne l'aide à la réduction des risques de catastrophe, la JICA soutient des projets d'aménagement des rivières qui contribueront à améliorer le climat des investissements tout en rendant le pays plus résilient face aux risques naturels en établissant des systèmes de prévision et d'alerte. À Mindanao, la JICA poursuit sa coopération technique en appui au processus de paix. Elle encourage également les activités du secteur privé visant à augmenter les opportunités d'emploi par des mécanismes financiers innovants.

● Thaïlande

Avec un RNB par habitant de 5 720 USD en 2015, la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : améliorer la compétitivité des industries, faire face au vieillissement démographique, et lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique. De plus, il existe d'autres problèmes communs à la région de l'ANASE, tels que le renforcement de la connectivité et la réduction des écarts de développement.

La JICA se concentre sur trois domaines prioritaires. Le premier consiste à développer durablement l'économie et à faire face aux défis posés par une société parvenant à maturité. La JICA a poursuivi son aide pour le développement d'un réseau de transport public dans la zone métropolitaine de Bangkok [→ voir l'étude de cas à gauche], tout en répondant au problème de vieillissement en soutenant la mise en place d'un système de sécurité sociale durable. Le deuxième domaine prioritaire consiste à répondre aux problèmes communs aux pays de l'ANASE. La JICA travaille dans un large éventail de domaines en soutenant le développement des ressources humaines pour les systèmes douaniers et les mesures de lutte contre le changement climatique [→ voir les études de cas, pages 58 et 87]. Le troisième domaine prioritaire est celui de la promotion de la coopération avec des pays extérieurs à la région de l'ANASE. Ce volet prend en compte

Étude de cas

Thaïlande :
Projet de système de transport en commun à Bangkok (ligne violette) (I) (II)



Contribuer à la réduction des embouteillages et améliorer l'environnement urbain avec des voies ferrées urbaines japonaises

En août 2016, la ligne violette, la première ligne de banlieue de Bangkok, est entrée en service. La ligne aérienne de 23 kilomètres part de Tao Poon dans la capitale, Bangkok, traverse la rivière Chao Phraya et se termine à Bang Yai dans la province de Nonthaburi, au nord-ouest de Bangkok. La ligne, avec ses 16 stations, a été construite avec des prêts d'APD japonais.

La ligne bleue, un métro mis en service en 2004 avec l'aide du Japon, est aujourd'hui un moyen de transport important pour les Bangkokiens. Les foules de passagers qui attendent en file les trains sur les quais pendant les heures de pointe du matin et du soir font partie des scènes de la vie quotidienne dans la capitale. L'utilisation de la ligne violette et de la bleue permet de voyager en train de la banlieue vers le centre-ville.

Le matériel roulant, le système ferroviaire et les services d'entretien de la ligne violette sont fournis par un consortium d'entreprises japonaises ayant remporté le marché. C'est la première fois que des voitures de train fabriquées au Japon sont utilisées pour les transports urbains à Bangkok et qu'un consortium japonais, dont un opérateur ferroviaire, participe à des services de maintenance ferroviaire à l'étranger. Cela devrait permettre l'introduction en Thaïlande de services sûrs et confortables d'un niveau équivalent à celui du Japon.

Parallèlement au développement des infrastructures matérielles, dont le système ferroviaire, la JICA soutient également les infrastructures immatérielles, notamment par la révision du schéma directeur de la zone métropolitaine de Bangkok et l'élaboration de plans de développement pour les zones entourant les gares. Le Japon continuera ainsi de contribuer à l'atténuation des embouteillages et à l'amélioration de l'environnement urbain à Bangkok.



Passagers montant et descendant d'un train dans une gare le long de la ligne violette (crédit photo : East Japan Railway Company, Toshiba Corporation et Marubeni Corporation).

le rôle de plus en plus important de la Thaïlande en tant que tremplin pour apporter une aide aux autres pays de l'ANASE et au-delà. Dans ce domaine, la JICA soutient l'accueil de participants d'Afrique et d'autres pays à des formations.

● Cambodge

L'économie du Cambodge a atteint une croissance stable avec un PIB réel affichant une progression annuelle de près de 7 % depuis 2010, et un RNB par habitant de 1 070 USD en 2015. Cependant, le Cambodge doit encore faire face à plusieurs problèmes de développement. L'infrastructure, qui est la base fondamentale pour l'industrie et la vie quotidienne de la population, reste inadéquate et, bien que les indicateurs de santé et d'éducation suivent une tendance à la hausse, bon nombre d'entre eux demeurent relativement faibles par rapport aux autres pays de l'ANASE.

La JICA soutient le processus de construction de la nation en aidant le Cambodge à surmonter ces défis tout en parvenant à une croissance économique stable et durable et à un développement équilibré. Pour ce faire, la JICA se concentre sur trois domaines prioritaires : (1) le renforcement de la base économique, (2) la promotion du développement social et (3) l'amélioration de la gouvernance. Au cours de l'exercice 2016, la JICA a étendu son aide au développement des ressources humaines industrielles basée sur la politique de développement industriel (PDI), formulée et annoncée publiquement par le gouvernement cambodgien en 2015. En participant au renforcement du corridor économique sud allant de Ho Chi Minh-Ville, au Vietnam, à Bangkok, en Thaïlande, par l'amélioration des routes nationales n° 1 et n° 5 ainsi que du port de Sihanoukville, la JICA contribue également au renforcement de la connectivité dans la région du Mékong et à la croissance économique du Cambodge.

● Laos

Le Laos a fait des progrès en vue de quitter les rangs des pays les moins avancés d'ici 2020.

La JICA apporte son aide au Laos dans le cadre du plan de coopération conjoint Japon-Laos pour le développement durable de la République démocratique populaire lao, conclu en septembre 2016 entre les gouvernements japonais et laotien. Plus précisément, la JICA vise à (1) « renforcer la connectivité avec les pays de la région sur le plan matériel et immatériel » par des moyens tels que l'amélioration de la distribution intérieure, le développement des aéroports et l'augmentation de la disponibilité énergétique ; (2) « développer les ressources humaines industrielles afin de diversifier les industries du Laos et d'améliorer leur compétitivité » par des moyens tels que le renforcement de l'éducation de base, l'amélioration de l'enseignement supérieur, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement des investissements et la promotion de l'agriculture ; et (3) « rectifier les disparités grâce à un développement urbain et régional équilibré qui tienne compte de la protection de l'environnement et de la culture », notamment en améliorant les transports publics, en développant les réseaux de distribution d'eau et en augmentant la qualité des soins de santé.

La JICA s'attaque également aux problèmes intersectoriels au Laos, y compris l'élimination des munitions non explosées, le développement du système juridique et la stabilisation budgétaire. La JICA et le gouvernement japonais ont récemment commencé à fournir une aide pour la stabilisation budgétaire, l'une des questions jugées prioritaires par la nouvelle administration du Laos, arrivée au pouvoir en 2016.



Un expert de la JICA dispense une formation sur la production de programmes à la télévision du Myanmar (MRTV). Après le remplacement du gouvernement militaire par un gouvernement civil en 2011, la MRTV est devenue un média public chargé de fournir des informations précises, impartiales et neutres. La JICA soutient la réforme de la MRTV et le renforcement des capacités de son personnel.

● Myanmar

Après l'inauguration de l'administration formée par la LND en mars 2016, le Myanmar a intensifié ses efforts pour soutenir la croissance économique et améliorer la vie de la population.

La JICA aide la nouvelle administration à construire un État en se basant sur le programme de coopération Japon-Myanmar annoncé en novembre 2016, lors de la visite de la conseillère d'État Aung San Suu Kyi au Japon, ainsi que sur la politique de coopération économique du gouvernement japonais au Myanmar, annoncée en 2012.

Afin d'atteindre un « développement équilibré entre zones urbaines et rurales », le programme de coopération Japon-Myanmar se concentre sur neuf secteurs : l'infrastructure rurale, la création d'emplois, les transports, le développement industriel, l'énergie, le développement urbain, les finances, les télécommunications, et la santé. La JICA intervient non seulement au niveau des infrastructures matérielles, notamment de transport et d'électricité, mais aussi des infrastructures immatérielles telles que les institutions et technologies qui soutiennent ces installations et d'autres [→ voir l'étude de cas, page 65].

En novembre 2016, les gouvernements japonais et du Myanmar ont signé l'échange de notes d'un accord visant à envoyer des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger au Myanmar. La JICA prépare actuellement le premier envoi de JOCV au Myanmar.

● Vietnam

Le Vietnam est parvenu à un développement économique remarquable au cours des trois dernières décennies. En 2015, le RNB par habitant a atteint 1 990 USD, plaçant le Vietnam dans les rangs des pays à revenu intermédiaire. Le taux de pauvreté est tombé à 3 % en 2014. Les indicateurs d'éducation et de santé sont désormais équivalents à ceux des économies avancées de l'ANASE. Cependant, afin de soutenir le développement après ce passage au statut de pays à revenu intermédiaire, le Vietnam doit développer davantage son infrastructure, accroître la compétitivité industrielle, résoudre les problèmes environnementaux et lutter contre le changement climatique, et rationaliser ses fonctions administratives, entre autres défis.

Afin de devenir un pays industrialisé moderne, le gouvernement vietnamien met l'accent sur le développement des infrastructures, les réformes économiques et administratives, et le développement des ressources humaines. À cet égard, la JICA assure une coopération centrée sur (1) la promotion de la croissance économique et le renforcement de la compétitivité internationale ; (2) la réponse à la fragilité et aux impacts négatifs du développement économique ; et (3) la bonne gouvernance. Concrètement, la JICA déploie une coopération couvrant un large éventail de domaines, notamment

le développement des infrastructures, les réformes des entreprises d'État et du secteur bancaire, le renforcement de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement urbain, les mesures de lutte contre le changement climatique, la promotion d'une agriculture à forte valeur ajoutée, l'amélioration de la santé et l'amélioration des fonctions judiciaires et administratives [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Timor-Est

Au Timor-Est, qui a obtenu son indépendance en 2002, la transition de la reconstruction post-conflit vers le développement est en cours. Cependant, la majorité du revenu national dépend du pétrole et du gaz naturel. Les problèmes les plus urgents sont la diversification de l'industrie et la création d'opportunités d'emploi afin de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Mais il faut avant tout

développer les ressources humaines qui permettent la diversification industrielle et la création d'emplois.

La JICA a fixé trois programmes de coopération : (1) la création d'une fondation pour la promotion des activités économiques, (2) l'agriculture et le développement rural, et (3) le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public. La JICA soutient l'établissement des bases pour la promotion de l'industrie, la relance de l'économie rurale ainsi que le développement des ressources humaines et de la capacité du gouvernement dans l'optique d'une adhésion à l'ANASE. La JICA soutient en particulier l'amélioration des infrastructures de transport telles que les routes, le développement des ressources humaines pour l'industrie de haut niveau, la coopération technique et les recommandations politiques pour la promotion de l'économie rurale, et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des plans de développement.

Étude de cas

Vietnam :
Efforts visant à améliorer l'environnement des affaires grâce aux douanes électroniques



Améliorer l'efficacité des opérations de dédouanement grâce à la technologie informatique de pointe du Japon

Ces dernières années, le Vietnam a maintenu un taux de croissance économique élevé d'environ 6 %. Avec l'explosion du volume des importations et des exportations liée à l'augmentation des investissements directs étrangers, la rationalisation des procédures d'import-export et des formalités douanières est devenue urgente.

Ces circonstances ont incité la JICA à mettre en œuvre un projet de don pour les douanes électroniques et le guichet unique national pour la modernisation douanière. Ce projet a tiré parti du système de dédouanement automatisé des cargaisons (NACCS) du Japon pour développer une version vietnamienne du système informatique douanier, baptisée VNACCS. L'installation de VNACCS dans les douanes à travers le pays a été achevée en juin 2014. Aujourd'hui, près de 66 000 importateurs et exportateurs utilisent le système VNACCS et 99 % des déclarations d'import-export sont traitées par ce système informatique.

Pour soutenir l'introduction du VNACCS, la JICA a mené le projet de coopération technique de promotion des douanes électroniques au Vietnam, entre 2012 et 2015. Le projet abordait des aspects tels que le développement de la législation liée aux douanes ainsi que la formation et le renforcement des institutions pour le département général des douanes du Vietnam. En outre, la JICA a lancé en 2015 le projet de coopération technique pour le renforcement de l'efficacité du système de dédouanement automatisé des cargaisons au Vietnam (VNACCS) afin d'aider le pays à mieux utiliser le système et à en assurer l'exploitation et la maintenance de manière plus stable.

Tous ces efforts ont raccourci le délai moyen requis pour les inspections de dédouanement simples de 15 minutes à 1 à 3 secondes entre 2010 et 2014, améliorant ainsi l'environnement des affaires au Vietnam et apportant un soutien aux entreprises japonaises qui font des affaires dans le pays.



Les agents de la douane de Binh Duong utilisent VNACCS pour les procédures de dédouanement.

● Malaisie

Avec la baisse du prix des ressources naturelles, le PIB réel de la Malaisie a ralenti autour de 4,2 % en 2016. Cela n'a cependant pas empêché la Malaisie de poursuivre un développement équilibré axé sur deux objectifs – une croissance économique durable avec une meilleure productivité du travail d'une part, et la protection de l'environnement et l'aide aux personnes socialement vulnérables d'autre part – afin de parvenir au statut d'économie avancée d'ici 2020, avec un RNB par habitant supérieur à 15 000 USD.

Dans ce contexte, la coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : (1) un développement équilibré en vue de l'accession de la Malaisie au rang de pays à haut revenu et la promotion de relations mutuellement bénéfiques entre la Malaisie et le Japon ; (2) les réponses aux problèmes communs à la région de l'Asie du Sud-Est ; et (3) le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région de l'Asie du Sud-Est. La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines disposant de hautes compétences technologiques pour l'industrie ; l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques et le développement de ressources humaines pour l'industrie ; la protection des personnes socialement vulnérables, notamment les personnes handicapées ; et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA aide également la Malaisie à fournir une coopération Sud-Sud pour d'autres pays.

● Singapour

Le Japon et Singapour collaborent pour mettre en œuvre le programme de partenariat Japon-Singapour qui propose des formations principalement aux pays de l'ANASE, mais aussi aux pays en développement du Pacifique, de l'Afrique et du Moyen-Orient, entre autres régions. Les instructeurs sont constitués d'experts des deux pays. De l'exercice 1994 à l'exercice 2016, le programme a offert quelque 370 cours à près de 6 600 participants de 95 pays. Les cours de l'année 2016 ont porté sur le système de police communautaire (*koban*) développé par Singapour avec le soutien du Japon, l'amélioration de la productivité, la rationalisation des procédures douanières pour l'ANASE, la gestion de la sécurité maritime et la réduction des risques de catastrophe.

Pacifique

La JICA apporte une aide aux 14 pays insulaires du Pacifique. Ces pays ont des langues, des cultures et des coutumes différentes. Bien que le niveau de développement varie selon les pays, ils font face à

des problèmes communs liés à leur caractère insulaire : petite taille, isolement et éloignement. La coopération au développement de la JICA dans la région comporte deux volets : la coopération bilatérale qui vise à surmonter les problèmes prioritaires de chaque pays et la coopération régionale pour répondre aux problèmes communs. La coopération au développement de la JICA tire également parti de l'expérience d'Okinawa en tant que préfecture insulaire du Japon.

● Gestion de l'environnement

Les déchets solides constituent un sérieux problème pour les petites îles du Pacifique. La JICA travaille avec le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement (PROE) afin de soutenir le renforcement des institutions essentiel à une gestion durable des déchets au niveau régional et national.

Ces dernières années, les écosystèmes côtiers ont subi des dégradations à cause de la surexploitation des ressources marines et du développement côtier, entre autres raisons. Pour répondre à ce problème, la JICA soutient la gestion des ressources côtières au Vanuatu et dans les îles Salomon. Elle travaille également avec des universités et des instituts de recherche du Japon pour aider le Centre international des récifs coralliens des Palaos à renforcer ses capacités de recherche, d'exploitation et de maintenance.

● Gestion des risques de catastrophe et changement climatique

Constitués de nombreuses îles isolées, les pays insulaires du Pacifique sont fortement vulnérables aux catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations, les séismes et les tsunamis. L'aide de la JICA comprend un programme conçu pour former du personnel météorologique en utilisant le Service météorologique national des Fidji comme plateforme régionale, un soutien à l'établissement du Centre sur le changement climatique du Pacifique en coopération avec le PROE, et la formation de responsables au niveau opérationnel chargés de la lutte contre le changement climatique dans la région. À travers ces activités, la JICA participe à l'établissement d'un système d'alerte précoce au niveau régional et au développement des capacités de planification et de mise en œuvre de stratégies de lutte contre le changement climatique.

● Développement des infrastructures de transport

Les infrastructures de transport qui permettent la circulation des personnes et des marchandises sont vitales pour les pays insulaires du Pacifique dont les territoires sont éclatés sur de vastes étendues d'océan. L'aide de la JICA dans ce secteur implique le développement d'aéroports, de routes, de ponts et de ports, la fourniture de navires de passagers et de marchandises par une aide financière aux pays, ainsi qu'une coopération technique pour l'exploitation et la maintenance des navires et des installations portuaires à travers l'envoi de conseillers régionaux.

● Approvisionnement énergétique stable

Les pays insulaires du Pacifique, dont les ressources énergétiques naturelles sont limitées, peinent à réduire leur dépendance à l'égard de la production d'électricité à base de diesel – soumis aux fluctuations des prix mondiaux des carburants – et à assurer la stabilité de l'approvisionnement en énergie renouvelable. La JICA déploie une aide financière bilatérale et une coopération technique au niveau régional afin de promouvoir l'introduction optimale d'énergies renouvelables tout en stabilisant les systèmes électriques et en faisant une utilisation efficace de la production d'électricité à partir du diesel.

● Services sociaux

Par le passé, l'aide de la JICA dans le domaine de la santé pour la

région du Pacifique était axée sur la lutte contre les maladies infectieuses telles que le paludisme. Depuis l'exercice 2015, cependant, la JICA a réorienté sa coopération technique sur la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) et elle encourage la promotion de la santé en prenant en compte la part prépondérante prise par ces maladies ces dernières années.

Dans le secteur de l'éducation, la JICA s'efforce d'améliorer l'accès à l'éducation dans les zones éloignées et les îles isolées. Les dons et les projets de coopération technique pour l'Université du Pacifique-Sud, établie par 12 pays de la région, ont pour but d'établir un centre des technologies de l'information et des communications (TIC) et de former du personnel dans ce domaine.

Étude de cas

14 pays insulaires du Pacifique : Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacifi-LEADS)



Contribuer à la promotion de futurs leaders en offrant des opportunités d'étudier et de participer à des programmes de stages au Japon

Lors de la septième réunion des dirigeants des îles du Pacifique en mai 2015, les dirigeants du Japon et des pays insulaires du Pacifique ont convenu de renforcer la coopération en mettant l'accent sur sept domaines. Le Japon a annoncé le lancement d'un programme destiné à former les fonctionnaires publics intitulé « Aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacifi-LEADS) ».

Ce programme offre aux jeunes fonctionnaires qui façonneront l'avenir de leurs pays des occasions de suivre des cours de master et de participer à des programmes de stage dans les gouvernements centraux ou locaux au Japon. Après avoir suivi le programme, ces fonctionnaires retourneront dans leurs pays d'origine et devraient tirer parti de l'expertise acquise au Japon pour résoudre les problèmes de développement de leurs pays. Ils devraient également, en tant que connaisseurs du Japon, contribuer à approfondir les relations entre leurs pays et le Japon.

La JICA acceptera environ 100 participants de 14 pays sur une période de trois ans à compter de 2016. En août 2016, le premier groupe de 41 participants est arrivé au Japon en provenance de 10 pays : Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Vanuatu, îles Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Palaos, îles Marshall et Micronésie. Ils étudient aujourd'hui dans 20 cursus de master proposés par 18 universités à travers le Japon, de Hokkaido, dans le nord, à Okinawa, au sud de l'archipel. Les participants du deuxième groupe, qui seront plus de 40, sont attendus au Japon en mai 2017.



Participants d'une session de formation en groupe